

Communiqué de la Fédération de l'Isère du PCF**Massacre de l'emploi industriel à Général Electric
Injustifié et insupportable : Emmanuel Macron premier responsable !**

Le groupe Général Electric Renewable Energy envisage de supprimer 345 postes sur le site grenoblois, soit près de la moitié des effectifs.

L'ancien site de Neyrpic à Grenoble a cent ans d'existence ; il est reconnu pour l'expertise en ingénierie, en recherche et développement, en fabrication, en montage, en maintenance, des turbines hydrauliques. C'est une activité primordiale en vue de la transition énergétique. L'hydro-électricité, omniprésente dans notre département, constitue la première énergie renouvelable et stockable, une énergie propre, sûre, peu coûteuse.

Hélas, la vente en 2015, de la branche énergie du groupe industriel Alstom à l'américain Général Electric, faisait craindre le pire quant à l'avenir industriel de cette branche en France.

Depuis, les représentant.e.s des salarié.e.s, notamment par leurs représentant.e.s CGT, n'ont cessé d'alerter sur la stratégie du groupe, qui délaissait volontairement la branche hydro.

Au moment du rachat, Pierre Laurent, secrétaire Nationale du PCF écrivait dans une lettre ouverte à Manuel Valls :

"Les risques de dépeçage du groupe et de siphonnage des technologies et des richesses créées, sont si importants que, sous la pression des fortes inquiétudes exprimées par les salarié.e.s et leurs syndicats et, plus largement, de l'émotion populaire, des positions divergentes se sont exprimées jusqu'au sein du gouvernement. Il proposait "d'établir, sur la base d'objectifs de politique industrielle, débattus par la représentation nationale, un schéma de relance du groupe soutenu, notamment, par des prises de participation publique au capital."

Le président de la république, Emmanuel Macron, alors tout nouveau ministre de l'économie, a été au cœur de cette opération de dépeçage d'un des nos principaux groupes industriels. Sa responsabilité est entière !

Ce plan de suppression d'emplois est absolument inacceptable. Nous sommes et serons au côtés des salarié.e.s en lutte pour l'emploi. Nous appelons à se joindre à leur rassemblement

**aujourd'hui, Vendredi 7 juillet
à 14h00, sur le site de GE Hydro - Grenoble (Neyrpic)**

Les pouvoirs publics doivent agir, et vite !

Grenoble, le 7 juillet 2017

Annie David, Secrétaire départementale du PCF

